

Je pense en l'occurrence à nos besoins en matière d'infrastructure. Ainsi, pour nous, dans le Nord de l'Ontario, il s'agit d'apporter des améliorations à la route transcanadienne qui date maintenant d'un quart de siècle. De toute évidence, cette route est insuffisante, surtout dans le contexte de la dérèglementation des transports routiers. Le gouvernement canadien paye une partie des coûts de construction routière dans toutes les provinces, sauf en Ontario. Il contribue financièrement aux travaux de construction de la route de Yellowhead, eh oui, mais pas à ceux de la Route transcanadienne. Le Nouveau-Brunswick et l'Ontario font actuellement des pressions pour qu'il améliore les principaux tronçons de la Route transcanadienne. Le quart du kilométrage total de cette route est dans le Nord de l'Ontario.

Un gouvernement qui est disposé à s'en remettre au secteur privé, qui pense que des accords avec les Américains vont tout régler et qui se soucie très peu du reste parce que la région métropolitaine de Toronto est prospère, c'est un gouvernement qui préfère ne pas relever les défis. Si seulement il se préoccupait des besoins des régions, il pourrait créer de meilleurs emplois.

Ce ne sont pas les seules infrastructures municipales dont nous avons besoin. Dans le Nord de l'Ontario, par exemple, quelques-unes des nouvelles réserves indiennes devraient être améliorées, mais le gouvernement ne veut pas délier les cordons de la bourse. En répondant à ces besoins, nous créerions la prospérité tout en réduisant le chômage à un taux acceptable. Ce sont des choses dont les Canadiens ont réellement besoin. Ce serait une façon d'améliorer la santé et la sécurité des Canadiens, mais le gouvernement ne prend aucune mesure concrète dans ce sens.

Le gouvernement est obsédé par le secteur privé et par le libre-échange avec les États-Unis. Cette obsession va probablement créer l'incertitude au cours des prochaines années, causer des bouleversements et faire disparaître des emplois. Nous y gagnerons peut-être en fin de compte, mais ce n'est pas garanti. Le gouvernement ne se rend même pas compte des défis à relever. Voilà pourquoi, dans les diverses régions du pays et dans toutes les provinces, le gouvernement va être défait aux prochaines élections. D'autres élus pourront alors s'attaquer à nos problèmes et les régler.

[Français]

M. Ferland: Monsieur le Président, j'aimerais poser une question à mon collègue socialiste de Thunder Bay—Nipigon (M. Epp). Il décrit le Budget comme étant un budget irréaliste, qui ne correspond pas à la réalité canadienne, mais nulle part pendant son discours il n'a fait mention de la façon dont son parti, s'il avait à prendre des décisions au moment où on se parle, s'il avait à préparer un budget, de quelle façon il pourrait améliorer le sort des Canadiens. Nulle part dans son discours je n'ai trouvé l'essence permettant de comprendre quelle direction il prendrait. Il dit qu'il couperait le chômage, c'est-à-dire qu'il diminuerait le chômage, mais il ne nous dit pas comment. Il dit qu'il augmenterait les services auprès de la population, il ne nous dit pas comment. Il dit qu'il diminuerait les impôts, il ne nous dit pas comment. Alors j'aimerais, dans les

Le budget—M. E. Epp

quelques minutes qu'il lui reste, qu'il veuille bien se pencher sur cette partie qu'il a oubliée dans son discours et qu'il informe les citoyens canadiens quelle direction il prendrait, s'il était ministre des Finances, et quelles seraient les actions qu'il prendrait?

[Traduction]

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question. On ne peut pas dire grand-chose en 20 minutes. Je crois quand même avoir couvert plus de terrain qu'il ne le prétend, mais je suis heureux d'avoir l'occasion de m'étendre un peu sur le sujet.

Je disais que nous voulons que le Canada jouisse du plein emploi et équilibre son budget. Nous voulons commencer à rembourser la dette nationale et nous libérer de cette obsession qu'est la réduction du déficit. Nous proposons divers moyens pour y arriver. Nous voulons réduire les taux d'intérêt pour encourager l'activité économique et pour réduire le coût de l'administration publique. Je pense avoir parlé assez là-dessus. Je m'en tiendrai donc là.

Nous voulons un régime fiscal juste qui accable moins les particuliers. Il n'y a pas si longtemps, le fardeau fiscal était partagé équitablement entre les particuliers et les sociétés. C'était dans les années 1950. Mais par la suite, surtout au cours des années 1970, quand les libéraux étaient au pouvoir et que le chef de l'opposition actuel (M. Turner) était ministre des Finances, la situation a commencé à se gâter. Les sociétés ont cessé de payer autant que les particuliers et elles paient actuellement quatre fois et demie moins qu'eux.

Une vraie réforme fiscale rétablirait l'équilibre et réduirait l'impôt des particuliers. Une véritable réforme fiscale soutiendrait l'activité économique et permettrait aux sociétés de faire des bénéfices et de payer des impôts. Cela ne leur plairait peut-être pas au début, mais la prospérité qui résulterait des réductions d'impôt les aiderait à assumer ce fardeau. Après la réduction des taux d'intérêts, la réduction de l'impôt des particuliers est le facteur qui pourrait stimuler le plus l'économie canadienne.

En progressant vers le plein emploi, nous devrions nous rapprocher de l'équilibre budgétaire. Quand le bureau du vérificateur général nous dit que si l'économie canadienne atteignait actuellement le plein emploi, le budget serait peut-être encore déficitaire de 8 milliards de dollars, on peut voir à quel point le régime fiscal canadien est déséquilibré et inefficace. Nous devons tout simplement nous efforcer de répartir équitablement le fardeau fiscal au lieu de l'imposer aux particuliers comme le gouvernement actuel le fait, et il a la main encore plus lourde que les libéraux. Nous devons atteindre cet équilibre. Ensuite, nous dépenserions prudemment notre argent, que ce soit pour l'amélioration de l'infrastructure ou pour l'enseignement postsecondaire et la santé, afin de progresser vers le plein emploi. Année après année, le progrès a été entravé dans ces secteurs. Après 10 à 15 ans de financement insuffisant, on se demande combien de milliers d'emplois auraient pu être créés si l'on avait mieux agi dans ces domaines.